

Frédéric ACCARDI
Commissaire aux Comptes

U.D.S.M.

17 bd Henri Ruel
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport général

Aux Sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de votre association, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels (« consolidés ou agrafés » ainsi que les comptes établis pour chacune des structures de l'UDSM) ci-annexés, dont le total du bilan s'élève à 25 636 237 €, dont le total des produits s'élève à 21 848 579 €, et dont l'excédent global s'élève à 568 434 €, sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Etant rappelé que chacun des comptes de résultat et des comptes de patrimoine et annexes ont leur autonomie propre et que la présente certification s'applique à chacune des structures.

Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021, la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Continuité d'exploitation

Aucun évènement porté à ma connaissance n'est de nature à remettre en cause la continuité d'exploitation de l'UDSM.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 et R 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, outre le point décrit dans la partie « continuité d'exploitation », je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment sur la réalité des subventions ainsi que leur correct rattachement à cet exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux sociétaires appelés à statuer sur les comptes.

Cependant, selon les informations recensées, la crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2021, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le Conseil d'Administration et le Bureau relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une certitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 juin 2022,
En quatre originaux dont deux pour la
Préfecture

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Accardi', is positioned above the printed name.

Frédéric ACCARDI

BILAN CONSOLIDE EXERCICE 2021

• Le Bilan consolidé Actif		p. 1
• Le Bilan consolidé Passif		p. 2
• Le Compte d'Exploitation Générale		p. 3
• L'étude de l'Actif du Bilan		p. 4
- Commentaires sur les Investissements de l'exercice	p. 5	
- Commentaires sur l'Actif Circulant au 31 Décembre 2021	p. 6	
• L'étude du Passif du Bilan		p.7
- Détails des Provisions pour Risques	p. 8	
- Détails des Emprunts et Dettes	p. 9	
- Commentaires sur les Dettes au 31 Décembre 2021	p.10	
• L'évolution des principaux Ratios		p.11
• Note Fonds Dédiés - COVID-19		p.12

BILAN CONSOLIDE 2021

ACTIF	Montant brut 2021	Amort. et prov. 2021	Montant net 2021	Montant net 2020
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	45 450	45 450		
Autres immobilisations incorporelles	21 698	19 308	2 390	2 988
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 391 036		1 391 036	1 391 036
Constructions	15 929 831	6 517 803	9 412 028	9 826 908
Installations techniques, matériels et outillage				
Autres immobilisations corporelles	6 769 962	5 370 264	1 399 698	1 380 350
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations	5 414		5 414	5 414
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	638 869		638 869	29 711
TOTAL I	24 802 260	11 952 825	12 849 435	12 636 407
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	12 879		12 879	9 384
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 733		2 733	
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	279 144		279 144	152 037
Autres créances	1 074 020		1 074 020	960 042
Valeurs mobilières de placement	637 641		637 641	337 013
Disponibilités	10 616 616		10 616 616	9 789 527
Charges constatées d'avance	17 000		17 000	17 898
TOTAL III	12 640 033		12 640 033	11 265 901
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV	146 770		146 770	159 291
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF ((I+II+III+IV+V+VI))	37 589 063	11 952 825	25 636 237	24 061 599
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				

BILAN CONSOLIDE 2021

PASSIF	Montant net 2021	Montant net 2020
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	4 201 145	3 592 915
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	90 156	90 156
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	4 612 911	4 053 467
Réserves de compensation	1 499 865	1 406 465
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 833 535	1 833 535
Autres réserves	465 514	465 514
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	58 523	58 523
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		-96 220
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	565 991	336 197
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-10 087	-10 087
Résultat en attente d'affectation	-49 491	-11 195
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	568 434	940 563
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	219 219	202 843
Provisions réglementées :		
dont Couverture du besoin en fonds de roulement	1 648 946	1 659 146
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	3 049	3 049
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	1 127 280	1 140 880
Immobilisations grevées de droits	518 617	515 217
TOTAL I	15 704 663	14 521 822
Comptes de liaison		
TOTAL II		
Provisions pour risques	122 000	102 000
Provisions pour charges	2 217 421	1 586 521
Fonds dédiés	136 975	136 975
TOTAL III	2 476 396	1 825 496
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 822 133	4 241 241
Emprunts et dettes financières divers (3)	15 804	15 755
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	455 906	519 075
Dettes sociales et fiscales	906 938	899 617
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (5)	2 254 397	2 038 593
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	7 455 179	7 714 280
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	25 636 237	24 061 599
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :		
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		

COMPTÉ D'EXPLOITATION GÉNÉRALE CONSOLIDÉ DE L'U.D.S.M. AU 31 DÉCEMBRE 2021

INTITULES DES COMPTES	GLOBAL U.D.S.M		PAR STRUCTURES EN EUROS															
			SECTEUR SANITAIRE							SECTEUR MEDICO SOCIAL								
	MONTANT	%	FOYER	C.M.P + HJP	ESAT Convent & Commerc	SESSAD	EMP	EMPRO	SAMSAH	C.M.P.P	CSAPA MELTEM 94	CSAPA LA CORDE RAIDE	RESIDENCE ACCUEIL	SIEGE SOCIAL	ASSOCIA- TION	UDSM FORMATEUR		
60 ACHATS	855 041	4,02	73 965	121 414	145 364	24 486	171 146	95 747	13 533	7 069	108 225	47 871	29 733	15 820	667	0		
61 SERVICES EXTERIEURS	1 243 596	5,84	39 668	315 367	94 899	33 347	151 435	109 685	17 355	9 167	206 390	105 060	108 133	49 308	3 781	0		
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 306 999	6,14	119 519	401 342	137 538	10 843	378 067	32 941	11 721	19 548	57 724	89 952	20 186	19 965	5 405	2 250		
63 IMPOTS ET TAXES	67 594	0,32	122	10 724	14 024	3 426	19 115	9 145	0	4 497	2 960	93	0	3 491	0	0		
64 FRAIS DE PERSONNEL (taxes salaire + STIF inclus)	14975872	70,38	630 504	5 242 113	877 931	402 257	2 775 110	1 054 888	402 518	354 091	1 155 243	1 111 256	112 479	835 522	19 260	0		
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 035 656	4,87	37 761	468 000	62 797	54 968	159 174	58 309	20 445	22 611	66 824	62 667	22 100	0	0	0		
66 CHARGES FINANCIERES	142 943	0,67	146	107 227	4 586	83	13 473	235	106	6 425	188	238	1 309	8 878	51	0		
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	65 563	0,31	0	28 565	883	0	0	0	0	0	12 280	0	0	11 908	11 908	0		
68 DOTATION : AMORTISS. ET PROVISIONS	1 586 781	7,46	23 720	274 139	112 229	81 491	263 968	132 167	22 951	120 868	68 301	302 779	69 637	103 052	11 479	0		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	21 280 144		925 405	6 968 910	1 450 251	610 901	3 931 488	1 492 918	488 629	544 275	1 681 133	1 719 914	363 576	1 047 943	52 551	2 250		
REPRISE DEFICIT N-2	49 491											49 491						
A TOTAL DES CHARGES	21 329 635	0,00	925 405	6 968 910	1 450 251	610 901	3 931 488	1 492 918	488 629	544 275	1 681 133	1 769 405	363 576	1 047 943	52 551	2 250		
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION	21 848 578		914 677	7 181 962	1 519 561	645 544	4 008 830	1 506 446	476 020	597 453	1 743 023	1 754 427	396 027	1 049 045	53 065	2 500		
REPRISE EXCEDENT N-2	0																	
B TOTAL DES RECETTES	21 848 578		914 677	7 181 962	1 519 561	645 544	4 008 830	1 506 446	476 020	597 453	1 743 023	1 754 427	396 027	1 049 045	53 065	2 500		
EXCEDENT CONSOLIDE	518 943	EXCEDENT DEFICIT	-10 728	213 052	69 310	34 643	77 342	13 528	-12 609	53 177	61 889	-14 978	32 452	1 102	514	250		

Etude de l'Actif du Bilan consolidé : Exercice 2021

Valeurs Immobilisées Nettes

Intitulés	Valeurs Brutes			Amortissements						Valeurs Résiduelles 31/12/2021 (A-B)
	Valeurs Brutes 31/12/2020	Sorties et Transferts 2021	Acquisitions Réincorporations 2021	Valeurs cumulées 31/12/2021 (A)	Valeurs cumulées 31/12/2020	Reprise sur subvention	Sorties et Transferts 2021	Dotations 2021	Cumul 31/12/2021 (B)	
Frais Etablissement	45 450			45 450	-45 450			0	-45 450	0
Logiciels et autres immo incorporelles	21 698			21 698	-18 710			-598	-19 308	2 391
Terrains	1 391 036			1 391 036	0				0	1 391 036
Constructions/Amenagements	15 929 831			15 929 831	-6 102 925			-414 880	-6 517 805	9 412 027
Installations techniques	0			0	0				0	0
Immobilisations en cours	0			0	0				0	0
Mobiliers/Matériels	2 960 458	65 563	226 868	3 121 763	-2 451 991		57 620	-127 641	-2 522 012	599 751
Mobiliers et Matériels sur subventions	158 235	0	2 139	160 374	-156 607			-1 628	-158 235	2 139
Autres travaux	3 437 502	0	50 322	3 487 824	-2 567 247			-122 768	-2 690 015	797 809
Autres titres de participation	5 414			5 414	0				0	5 414
Dépôts/Cautiionnements	29 711	164	1 092	30 639	0				0	30 639
Autres créances immobilisées	0		608 230	608 230	0				0	608 230
TOTAUX	23 979 337	65 727	888 651	24 802 260	-11 342 930	0	57 620	-667 515	-11 952 825	12 849 435

COMMENTAIRES SUR LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE 2021

Les acquisitions et travaux significatifs de l'exercice sont les suivants :

Centre	Nature	Montant
ESAT	Ascenseur monte-charge	37 800
CMP	travaux dallage et porte entrée	12 522
	Autres travaux	50 322

L'autre créance immobilisée est la suivante :

Centre	Nature	Montant
CMP	Dotation crédit de restauration des marges (Arrêté n°DOS 2021/5615)	608 230

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M21, les établissements ayant contractualisé un montant de dotation socle avant le 31 décembre 2021 et perçu ce montant en 2022, doivent faire apparaître l'enagement dans leur bilan du 31 décembre 2021.

Les principales durées d'amortissements des investissements sont :

- Logiciels	1 ans
- Construction	20 à 40 ans
- Matériel et Mobilier	1 à 7 ans
- Gros Travaux	10 à 15 ans

L'association commence à amortir l'année suivant l'acquisition.

(sauf pour le dossier SAMSAH qui est au prorata temporis suivant les conseils de l'autorité de contrôle)

Commentaires sur l' Actif Circulant au 31 décembre 2021

Stocks

12 879

Avances et acomptes versés sur commandes

2 733

Valeurs réalisables à court terme

12 624 421

Créances redevables et comptes rattachés

279 144

Clients Corde Raide	3 115
UDSM Formateur	2 500
Clients ESAT	116 703
Foyer Forfaits journaliers	17 078
SAMSAH	133 663
Résidence Accueil	6 085

Autres créances

1 074 020

Produits à recevoir	1 073 140
Personnel	793
Impôts et taxes	87

Valeurs mobilières

637 641

Valeurs disponibles

10 616 616

Banque B.C.P.	3 324
Banque BNP	4 092 952
Crédit Coopératif	4 539
Société Générale	6 042 597
Crédit du Nord	464 285
Caisse	8 919

charges constatés d'avance

17 000

Autres charges à répartir

146 770

Etudes Passif du Bilan consolidé au 31 décembre 2021

Fonds Propres / Réserves / Subvention

15 704 663 € (A+B)

Fonds Associatifs

4 201 144 € (A)

Réserves / Subventions (hors résultat)

11 503 518 € (B)

Intitulés	Solde au 31/12/2020	Apport 2021	Reprise 2021	Solde au 31/12/2021 (B)
Réserve affecter à l'investissement	4 053 467	559 444	0	4 612 911
Réserve de compensation	1 406 465	97 574	4 173	1 499 866
Autres réserves	465 515	0	0	465 515
Excédent affecté	90 156	0	0	90 156
Report à nouveau (cumul débiteur et créditeur)	394 720	982 380	752 586	624 514
Réserve de trésorerie	1 833 535	0	0	1 833 535
Résultat N	940 563	568 434	940 563	568 434
Résultat N-2 repris	-11 195	53 639	91 935	-49 491
Dépenses refusées	-96 220	96 220		0
Dépenses non opposables	-10 087	0	0	-10 087
Subventions diverses	1 861 989	28 443	22 267	1 868 165
TOTAUX	10 928 908	2 386 134	1 811 523	11 503 518

Commentaires sur les mouvements liés aux fonds propres de l'association

Plusieurs centres ont affecté leurs excédents (report à nouveau) des années antérieures en réserves affectées à l'investissement

CSAPA MELTEM	54 360	Affectation Excédent 2019
FOYER	1 455	Affectation Excédent 2019
FOYER	1 631	Affectation Excédent 2020
CMP	112 409	Affectation Excédent 2019
HJP	57 416	Affectation Excédent 2019
ESAT Conventionné	34 360	Affectation Excédent 2019
SESSAD	191 593	Affectation Excédent 2019
EMPRO	50 000	Affectation Excédent 2019
CMPP	39 011	Affectation Excédent 2019
Résidence Accueil	17 209	Affectation Excédent 2019
Apports Réserve affectée à l'investissement	559 444	

Plusieurs centres ont affecté leurs excédents (report à nouveau) des années antérieures en réserves de compensation :

Résidence Accueil	20 000	Affectation Excédent 2019
EMP	38 165	Affectation Excédent 2019
SAMSAH	35 870	Affectation Excédent 2019
SIEGE	3 314	Affectation Excédent 2019 & 2020
FORMATEUR	225	Affectation Excédent 2019
Apports Réserve de Compensation	97 574	

FOYER	-1 455	Reprise du Déficit 2019
CMPP	-2 718	Reprise du Déficit 2019
Reprises Réserve de Compensation	-4 173	

Détail des Provisions et Fonds dédiés figurant au passif de l'Association

Provisions pour risques et charges et Fonds dédiés

2 476 396 €

Intitulés	Solde au 31/12/2020 (A)	Dotation 2021(B)	Reprise 2021 (C)	Solde au 31/12/2021 (A+B-C)
Total Provision pour risques	102 000	20 000	0	122 000

Intitulés	Solde au 31/12/2020 A)	Dotation 2021(B)	Reprise 2021 (C)	Solde au 31/12/2021 (A+B-C)
Provision pour charges diverses	510 300	208 026		718 326
Provision charges à répartir	0			0
Pour travaux	221 120	521 106	45 808	696 418
Pour financement IDR	565 124		43 881	521 243
Pour financement CET	0			0
Pour financement ARTT	182 591			182 591
Pour crédits de remplacement	107 386		8 543	98 843
Pour fonds dédiés sur subventions LCR	136 975	136 975	136 975	136 975
Total Provision pour Charges	1 723 496	866 107	235 207	2 354 396

Information relative à la provision pour congés payés

La structure bénéficie, dans le cadre de ses relations avec les organismes de tutelle, de subventions globales (ou de prix de journée) qui intègrent dans leurs modes de détermination les périodes de congés payés.

De ce fait, les comptes administratifs présentés n'intègrent pas les droits des salariés en cours d'acquisition (ou restant) à prendre pour les congés payés. S'il conviendrait au plan comptable de les provisionner, l'organisme de tutelle n'en accepterait pas la prise en charge. Constituer une provision pour ce fait ferait apparaître une distorsion entre les comptes présentés à l'assemblée et les comptes administratifs.

Toutefois, les congés payés constituent un engagement réel de la structure. Ce dernier peut être évalué pour l'ensemble de l'association à 1 092 603 € (charges sociales et fiscales comprises).

EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Organismes prêteurs	Dates / Années Durées	Objets	Montants	Capitaux restants dû au 31/12/2020	Remboursements 2021		Soldes au 31/12/2021
					Capitaux		
CMP Vincennes / BNP	17/09/2002 - 20 ans	Acquisition construction	366 000	57 327	27 869		29 458
CMP Plessis Trevisse BNP	25/05 - 31/12/2009 - 20 ans	Acquisition construction	500 000	269 301	26 471		242 830
CMP Saint MAUR BNP	19/06/2011-18 ans	Terrain	670 000	362 489	38 275		324 214
ESAT Pierre Souweine / CDC	06/01/2003 - 20 ans	Acquisition construction	1 326 306	244 316	82 100		162 217
SIEGE SOCIAL / BNP	12/05/2006 - 20 ans	Acquisition construction	500 000	178 025	29 607		148 418
CMP Saint-Maur/BNP	09/07/2013-18 ans	Construction	1 100 000	742 423	57 287		685 136
CMP Villiers /SOCIETE GENERALE	23/12/2013-18 ans	Construction	950 000	674 879	47 855		627 025
CMP Villiers /SOCIETE GENERALE	27/10/2014-20 ans	Construction	180 000	139 497	8 235		131 262
CMP NOGENT S/M /BNP	04/12/2014-20 ans	Construction/ réhabilitation	700 000	587 596	30 973		556 622
RÉSIDENCE ACCUEIL/CREDIT DU NORD	23/12/2016 -7 ans	Fonctionnement	150 000	65 573	21 640		43 933
CMPP /SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	21/12/2017-20 ans	Construction	350 000	303 025	16 343		286 682
EMP/SOCIETE GENERALE	23/03/2018-20 ans	Construction	700 000	616 791	32 453		584 338
Total Emprunts				4 241 241	419 108		3 822 133

3 822 133

Commentaires sur les dettes au 31 décembre 2021

Dettes à court terme

3 633 044

Dettes financières diverses

Dépôts et cautionnements reçus	15 804	15 804
--------------------------------	--------	--------

Dettes fournisseurs

Fournisseurs	455 906	455 906
--------------	---------	---------

Dettes fiscales et sociales

Etat (taxe sur les salaires, DGFIP et TVA)	103 719	906 938
Salariés et charges sociales	803 219	

Redevables créditeurs - Autres dettes

2 254 396

Clients créances douteuses	16 862
Fonds attribués à l'étude des enfants autistes	8 200
Fonds attribués au compte epargne temps	162 631
Fonds attribués aux dossiers prud'homme	88 396
Autres engagements et charges à payer	1 884 599
Différence débiteurs prix de journée	14 233
Produits constatés d'avance	79 475

Evolution des principaux ratios du bilan 2021

Intitulés	2020	2021
A) <u>RATIO DE SOLVABILITE</u>		
$\frac{\text{Actif Total}}{\text{Dettes à long terme} + \text{dettes à court terme}} =$	3,12	3,44
B) <u>RATIO DE TRÉSORERIE GLOBALE</u>		
$\frac{\text{Valeurs réalisables} + \text{Valeurs disponibles}}{\text{Dettes à court terme}} =$	2,97	3,19
C) <u>RATIO DE TRÉSORERIE IMMÉDIATE</u>		
$\frac{\text{Valeurs disponibles}}{\text{Dettes à court terme}} =$	2,93	3,11

Fonds Dédiés

La somme de 136 975€ passée en Fonds Dédiés concerne l'Unité Prévention de la Corde Raide. Cette somme correspond aux recettes sur subventions reçues sur les exercices 2016/2017/2018/2020. Ces fonds dédiés doivent financer le développement du programme « Action Prévention » qui est toujours en cours de réalisation. En effet, le projet connaît des retards dans sa mise en place, notamment du fait des difficultés liées au Covid et existant sur le marché du travail en matière d'embauches de personnel.

Ces Fonds Dédiés sont utilisés progressivement chaque année et en fonction de l'avancée du projet en matière d'embauche. Nous constatons en 2022 que plusieurs embauches ont déjà été réalisées dans l'établissement de la Corde Raide, à la date de publication de ces comptes (juin 2022).

Crise COVID -19 – Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi N° 2020-290 du 23 mars 2020 n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2020 et 2021, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet évènement et de ses conséquences.

Malgré cette crise, la poursuite de l'exploitation n'est pas remise en cause.